

LA MONDIALISATION DES RÉSISTANCES ET DES LUTTES CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME

François Houtart

Dans tous les continents on assiste aujourd'hui à un foisonnement de mouvements sociaux, d'initiatives nombreuses dans les domaines économiques et sociaux, de réactions culturelles à la désintégration sociale, se manifestant par des courants nationalistes, régionalistes, religieux. Bref, le champ social est parcouru au niveau mondial par une série de remous très divers et apparemment sans grands liens entre eux.

Il est aussi frappant de constater que de plus en plus de ces phénomènes sociaux débouchent sur une délégitimation du système économique, car le capitalisme affecte visiblement non seulement les intérêts des travailleurs inclus directement dans le rapport capital/travail, mais des couches de plus en plus diverses des populations mondiales, indirectement touchées par la logique du système économique, c'est à dire par le biais des mécanismes financiers (fixation des prix des matières premières, service de la dette, taux d'intérêts, fuite des capitaux, etc.). Tous n'arrivent pas à ce niveau de conscience, mais le phénomène est en croissance, comme on l'a vu à Seattle, Washington, Genève, Prague, etc.

Mais la délégitimation ne suffit pas. Il faut avancer des alternatives et il faut bien dire que dans ce domaine, le bouillonnement des résistances et des luttes n'a pas produit grand chose qui dépasse la micro-dimension. La chute du socialisme de l'Est européen et l'intégration progressive de la plupart des régimes socialistes à l'économie de marché, ne contribuent guère à éclairer les esprits. Les nouvelles analyses qui commencent à être élaborées dans les milieux intellectuels n'ont pas encore pénétré profondément au niveau de l'action.

Afin de mieux comprendre la dynamique contemporaine des résistances et des luttes, il est bon de rappeler brièvement comment la mondialisation actuelle de l'économie capitaliste, sous sa forme néolibérale affecte la situation les classes populaires du monde entier, y compris de larges segments des classes moyennes.

1. Le processus contemporain de mondialisation capitaliste et ses effets sociaux

Bien des moyens de communication sociale parlent des mouvements anti-mondialisation, ce qui est une manière, voulue ou non, de déplacer la signification du problème. En effet, la plupart des réactions que l'on relève, sauf les fondamentalismes nationalistes ou religieux ou encore l'effervescence pentecôtiste ou charismatique dépolitisante, ne s'opposent nullement à l'universalisation des rapports humains, mais bien à l'appropriation du phénomène par les pouvoirs économiques.

1) Caractéristiques sociales de la mondialisation contemporaine

La mondialisation du capital et des décisions économiques affectent de nombreux secteurs de la vie humaine. On sait ce qui en est sur le plan strictement économique, mais il est bon de souligner la pénétration de la logique du marché dans des domaines de plus en plus élargis de la vie humaine, y compris l'éducation, la santé, la sécurité sociale, la culture. La logique mercantile introduite dans ces domaines, affaiblit leur caractère de droits humains progressivement conquis par les luttes sociales pour les mettre aux enchères de la solvabilité des individus. Cette logique porte en son sein l'exclusion des pauvres ou, au mieux, leur réduction à un objet d'assistance. Il n'est guère étonnant que, les communications aidant, de plus en plus réagissent.

Les institutions que les luttes sociales des travailleurs avaient réussi à faire infléchir, au moins partiellement, en leur faveur, font aujourd'hui l'objet d'une reconquête par le capital. Il s'agit d'abord de l'Etat, à la fois attaqué dans ses fonctions économiques et sociales et réorienté au service des intérêts capitalistes et ensuite des organisations internationales et de l'ONU, de plus en plus gouvernées par les organismes financiers et commerciaux (Banque mondiale, FMI, OMC) et véritablement colonisées par les entreprises multinationales.

Tout cela se situe dans la logique du processus d'accumulation et il n'est pas nécessaire de recourir à une quelconque théorie du complot pour l'expliquer. Le néolibéralisme n'est rien d'autre que la nouvelle stratégie du capital pour récupérer sa capacité d'accumulation, suite à la diminution relative de productivité ayant conduit à l'épuisement du modèle keynésien, et aux nouvelles

possibilités dont il dispose pour recoloniser les économies de périphéries. Cela lui a permis de poursuivre les pressions contre toute tentative d'organiser l'économie sur d'autres bases que les siennes. L'accélération du processus d'accumulation a donc signifié une double offensive, contre le travail d'une part et contre l'Etat de l'autre. A cet effet, tous les moyens sont utilisés, économiques, culturels, politiques et militaires.

2) La multiplication, l'élargissement et la fragmentation des résistances et des luttes

Leur multiplication s'explique par l'accroissement du nombre des victimes collectives qui ne sont pas seulement celles intégrées directement dans un rapport capital/travail. Les rapports indirects dont nous avons parlés, concernent des centaines de millions de personnes et qui bien loin d'être toujours consciente du lien qui les unit au système économique mondial, n'en ressentent pas moins les effets désastreux sur leur existence. En effet, les liens de cause à effet sont peu visibles et requièrent une analyse et l'application de l'abstraction aux réalités concrètes, pour faire le lien, par exemple, entre le monétarisme et la perte du pouvoir d'achat des masses populaires, entre les paradis fiscaux et le sous-emploi.

L'élargissement des résistances résulte de celui des conséquences de la mondialisation de l'économie capitaliste. La féminisation de la pauvreté débouche sur la radicalisation des mouvements féministes, la destruction et la privatisation des richesses écologiques encourage la création de groupes de défense de l'environnement, les destructions culturelles suscitent des réactions défensives souvent rétrogrades, quand elles ne sont pas accompagnées d'une analyse adéquate.

La fragmentation est le fruit des séparations géographiques et sectorielles. Alors que le capital, surtout financier, qui a dominé la phase néolibérale de l'accumulation capitaliste contemporaine, possède de plus en plus les bases matérielles de sa reproduction sur un plan mondial, les résistances sont encore principalement locales. Les derniers événements ont révélé cependant une tendance aux regroupements, mais il sont difficiles à cause du manque de moyens, même si l'internet donne aujourd'hui de nouvelles possibilités de communications.

Quant à la fragmentation par secteurs, elle fait aussi partie des conséquences de la logique du capitalisme. En effet, un grand point de rupture se produit entre ceux situés socialement dans le rapport direct capital/travail et ceux qui ne le sont que de manière indirecte. Les intérêts particuliers des uns et des autres semblent très distincts, si pas opposés, alors qu'ils se trouvent structurellement du même côté de la barrière. Il y a d'ailleurs tout intérêt pour le capital de faire apparaître comme antagoniques l'action des secteurs organisés du travail (syndicats) et ceux qui proviennent du domaine informel ou de l'économie souterraine. Il est en effet facile de parler des privilèges des premiers face à la situation des seconds (la fameuse aristocratie ouvrière). Les autres secteurs, les femmes, les peuples autochtones, les petits paysans ou commerçants, les mouvements écologistes, les associations culturelles, etc. paraissent bien étrangers à des luttes qui se situent au niveau des rapports sociaux de production. Leur hermétisme mutuel est très utile à l'hégémonie du marché et à ses expressions politiques, car il est plus facile de développer une stratégie de réponses/répression pour chacun d'entre eux que d'affronter un ensemble cohérent.

Toutes ces résistances sont l'expression, dit-on, de la société civile, mais il faut y ajouter de la société civile d'en bas. En effet, le concept lui-même, si bien remis en valeur par Antonio Gramsci, a été soigneusement récupéré, soit pour identifier les acteurs du champ économique par opposition à l'Etat, soit limitant la société civile à tout ce qui est bon et louable, c'est à dire les ONG, les associations volontaires, les organisations religieuses, etc, alors qu'elle est le lieu des luttes sociales. Pour une utilisation utile du concept, il faut le rétablir dans son sens analytique.

Il est vrai que l'on assiste aujourd'hui, au sein de société d'en bas, à un début de mise en commun intersectoriel. Cela s'est manifesté par diverses réunions, comme nous l'avons déjà signalé. Parmi les initiatives destinées à promouvoir cette idée et à l'approfondir théoriquement, on peut signaler la réunion intitulée L'Autre Davos, qui réunit en 1999, cinq mouvements sociaux importants des cinq continents et de secteurs tout à fait différents : les Sans terre du Brésil, les syndicats ouvriers de Corée du Sud, les coopératives agricoles du Burkina Faso, le Mouvement des Femmes du Québec et celui des Chômeurs de France. Organisée à l'initiative du Forum mondial des Alternatives, d'ATTAC, du Comité contre l'AMI, avec le support du Monde Diplomatique, elle réunit aussi un certain nombre d'analystes, tels que Samir Amin, François Chénais,

Riccardo Petrella, Suzan George, Bernard Cassen et déboucha sur un ouvrage traduit en plusieurs langues.

2. Les stratégies de convergence

C'est intentionnellement que nous parlons de convergences au pluriel, car c'est le processus qui semble le mieux correspondre aux besoins actuels de résistances et de luttes à l'échelle mondiale. Nous aborderons d'abord les types de convergences, pour parler ensuite de la nécessité d'une stratégie.

1) Les types de convergence

C'est la multiplicité même des secteurs affectés par la mondialisation contemporaine de l'économie, capitaliste correspondant à une nouvelle phase de son processus d'accumulation, qui exige une articulation entre les diverses forces de résistance. Il en résulte la nécessité d'une convergence stratégique, afin de faire poids sur les décisions collectives, principalement dans les lieux où ces dernières se prennent institutionnellement. C'est ce qui s'est passé de façon embryonnaire lors des réunions de l'OMC à Seattle, de la Banque mondiale à Washington, du Sommet social des Nations unies à Genève, etc. Il reste encore un long chemin à parcourir avant d'arriver à une convergence véritablement stratégique et à cet effet, il sera nécessaire de construire les instruments indispensables à une telle action, tels, par exemple, un inventaire permanent des mouvements et de leurs réseaux, permettant, grâce à l'internet, une connaissance mutuelle systématique et l'organisation des contacts nécessaires.

Un deuxième type de convergence est celui exigé par la diversité des points de vue et qui se manifeste par la création d'alliances sur des points précis. Il s'agit ici de convergences tactiques, destinées à poursuivre des objectifs concrets, au départ de points de vue différents. Elles sont donc temporaires et peuvent réunir des organisations dont le niveau de conscience est très divers. Pensons à la question de la dette du Tiers monde, qui mobilisa aussi bien des regroupements politiques de gauche que des Eglises parfois très conservatrices.

Ces constatations amènent à penser que l'idée d'un seul parti d'avant garde qui serait le détenteur de toute la vérité, n'est plus de circonstance. Mais ceci ne signifie pas un relativisme complet, qui mettrait tout le monde sur le même pied et donnerait raison aux courants postmodernes pour lesquels seule compte l'histoire immédiate des individus et la particularité des situations. Voilà pourquoi une stratégie doit être construite et constamment mise au point en fonction de la définition d'objectifs précis.

2) Une stratégie en fonction d'objectifs clairs

On court aujourd'hui le danger d'une folklorisation de ce qu'on appelle «l'anti-mondialisation», facilement ridiculisable et donc récupérable et divisible. Il faut bien se rendre compte qu'une telle tendance est loin d'être innocente et qu'il serait grave que les mouvements sociaux se laissent entraîner dans cette direction. Il est vrai que tout mouvement populaire est porteur de sa culture et les jeunes qui se mobilisent aujourd'hui n'entrent guère dans la rigidité des manifestations d'antan, mais les formes expressives ne peuvent remplacer le contenu du sens.

Par ailleurs, toutes les résistances ne sont pas nécessairement anti-systémiques, c'est à dire destinées à combattre le système capitaliste sous une forme ou sous une autre. Nous avons déjà fait allusion aux fondamentalismes de toute sorte, qui certes sont généralement des réactions aux effets culturels des rapports sociaux du marché capitaliste, mais qui cherchent dans une restauration culturelle une solution à leurs problèmes. Il en est de même des nombreuses luttes qui, en périphérie, se réfèrent à des rapports précapitalistes, tels que les castes, les ethnies, les structures patriarcales. Elles concernent des populations qui n'ont pas été intégrées directement dans les rapports sociaux capitalistes et qui entraînées dans des processus d'appauvrissement dûs dans une grande mesure à la mondialisation de l'économie (programmes d'ajustement structurel, suppression des mesures de protection sociale, production agricole vers l'exportation et chute des prix, etc.), réagissent en fonction de leur imaginaire social. Dans les sociétés du Nord, c'est l'atomisation de la vie sociale, fruit de la prédominance du marché et de son influence individualisante, renforcée par une culture de la consommation, qui porte certaines initiatives à se centrer sur des objectifs particuliers, certes valables, mais détachés de l'ensemble.

Il est donc bien nécessaire de clarifier les objectifs et à cet effet d'analyser les situations.

3) Une analyse permanente

La mondialisation de l'économie capitaliste, aujourd'hui sous sa forme néolibérale, ne peut se comprendre sans l'étude des rapports sociaux qui la caractérisent. D'où la nécessité d'un «ÉTAT du Monde vu d'en bas», projet actuel du Forum mondial des Alternatives. Il faut y ajouter le besoin d'une bonne connaissance des mouvements sociaux et de leurs réseaux, afin de pouvoir analyser leurs stratégies

3. La définition des alternatives

C'est à dessein que nous utilisons le pluriel pour alternatives. En effet, il n'est plus question de parler d'un seul modèle rigide et porteur à priori de toutes les solutions. La transition de l'organisation capitaliste de l'économie vers le post-capitalisme est un processus à long terme. Les alternatives sont à construire collectivement et de façon permanente en fonction d'un fil conducteur que l'on pourrait appeler, dans le sens positif du mot, l'utopie. Car, contrairement à l'idéologie néolibérale, il existe des alternatives.

Il s'agit donc de construire les alternatives à divers niveaux, le premier étant celui de l'utopie, c'est-à-dire quelle société voulons-nous? C'est le projet mobilisateur, à définition globale et collective. Il inclut une dimension éthique et possède une base plurielle. Pas question de faire table rase du passé et d'ignorer les acquis de la pensée et des expériences du socialisme. Mais on ne peut négliger ce que les traditions philosophiques et religieuses ont pu apporter à cet effet dans l'histoire et selon les cultures. Cependant l'utopie ne peut être que postcapitaliste, pour pouvoir être réaliste à long terme. Elle ne peut se contenter d'un simple aménagement humaniste des rapports sociaux existants ou des régulations proposées par le néoclacisme économique ou par le libéralisme social.

Cependant, pour se concrétiser, l'utopie doit préciser des objectifs à moyen et à court terme. Ils se situent dans les champs concrets de l'agir collectif : économique, politique, écologique, social, culturel. Nous n'entrerons pas dans les détails dans le cadre de cet article.

Cette précision ne peut faire l'impasse sur un double principe de base déjà exprimé : une analyse des rapports sociaux concrets et de leurs effets et un objectif postcapitaliste. A ce titre, nombreuses propositions concrètes seront similaires aux régulations proposées par ceux qui veulent donner au capitalisme un visage plus humain, mais ce sera dans une philosophie bien différente. C'est toute la différence entre un néokeynésianisme et un postcapitalisme.

C'est dans cette perspective que la mondialisation des résistances et des luttes dépassera une simple addition des initiatives existant dans le monde et qui marquent l'insatisfaction de millions d'êtres humains pour revêtir un caractère organique. Certes elles surgissent de partout, mais ce n'est pas n'importe quelle mondialisation qui les rendra efficaces à long terme. Le chemin sera long, mais il est possible.